## Table des matières

	Introduction	7
	Philippe Bourin	
1.	Le rattachement lié à la personne du client	8
2.	Le rattachement lié à la situation du bien, objet du contrat	10
	Entrée en relation avec un client:	
	LES LOIS ÉTRANGÈRES À CONSIDÉRER Jean-Paul Meyers	13
Chapitre I.	Le banquier identificateur	14
	Section 1. Demande d'ouverture de compte pour personne physique	14 15
	§ 2. Mariage	15
	§ 3. Capacité	16 16
	§ 5. Majeurs protégés – Incapables majeurs	16
	Section 2. Demande d'ouverture de compte pour personne juridique	17
Chapitre II	l. Le banquier détective	18
	Section 1. Identifier le bénéficiaire économique	18
	§ 1. Trusts anglo-saxons	20
	§ 2. Stichting néerlandaise	20
	Section 2. Normes et recommandations internationales	21
Chapitre II	II. Le banquier auxiliaire du fisc étranger	21
	Section 1. FATCA	22
	Section 2. Échange automatique d'informations	23
Chapitre I'	V. Le banquier internaute et face au consommateur	24
	Section 1. Ouverture de compte en ligne	24

	Section 2. Incidence des lois de protection du consommateur	24
Conclusion.		26
Le сн	OIX DU DROIT APPLICABLE : UNE LIBERTÉ SOUS CONTRAINTES Marie-Élodie Ancel	29
Introduction	1	29
Chapitre I.	Le régime de droit commun	31
	Section 1. Contraintes internes	31
	§ 1. Choix du droit, mais d'un droit étatique § 2. Choix de plusieurs lois, mais sous conditions	31 32
	Section 2. Contraintes externes	35
	§ 1. Lois de police du for	35 37
Chapitre II.	Le régime de haute protection	40
	Section 1. Conditions de protection	40
	\$ 1. Le consommateur	41 41 42
	Section 2. Règles de protection	43
	<ul> <li>\$ 1. Reflux de la loi choisie face à certaines règles du pays de résidence habituelle du consommateur</li> <li>\$ 2. Articulation avec d'autres dispositifs protecteurs</li> </ul>	43 44
Conclusion		46
<b>L</b> 'INCIDE	NCE DES LOIS DE POLICE ÉTRANGÈRES SUR L'ACTIVITÉ BANCAIRE Patrick Kinsch	47
Introduction	l	47
Chapitre I.	Une (quasi-)certitude : les lois de police étrangères seront appliquées devant les autorités de l'État étranger	50
	Section 1. Lois de police contractuelle	51
	Section 2. Lois prohibitives	54

Chapitre II.	Une question: celle de l'application (ou de la prise en considération) des lois de police étrangères devant les juridictions luxembourgeoises	56
	Section 1. Les principes classiques de réponse	57
	<ul> <li>§ 1. La réponse du droit international public</li> <li>§ 2. La réponse du droit des conflits de lois</li> <li>§ 3. La réponse du droit matériel</li> </ul>	57 57 58
	Section 2. L'apport du droit européen: confirmation, complément ou perturbation?	60
	§ 1. La Convention de Rome du 19 juin 1980 § 2. Le règlement Rome I	61 62
	La clause attributive de juridiction	67
Chapitre I.	La validité des clauses attributives de juridiction	69
	Section 1. Validité formelle	69
	Section 2. Validité substantielle	70
	§ 1. Le domaine de la loi applicable	71 74
Chapitre II.	L'efficacité des clauses attributives de juridiction	78
	Section 1. Preuve de l'existence d'une clause attributive	79
	Section 2. Clauses incompatibles	81
	Section 3. Clauses complexes	82
Chapitre III.	Les règles spécifiques protégeant les consommateurs	84
Transi	FER OF LOAN PORTFOLIOS IN THE CONTEXT OF INTERNATIONAL TRANSACTIONSHenri Wagner	87
Introduction		87
Chapter I.	Objectives of a transfer of loans	88
Chapter II.	Legal mechanisms for transferring loans	89
	Section 1. Assignment (articles 1689 et seq. of the Luxembourg civil code)	89
	§ 1. Legal nature of an assignment (cession)	89

	§ 2. Creation and enforceability (opposabilité) of	
	an assignment	89
	§ 3. Effects of an assignment	90
	§ 4. Assignment in an international context	91
	§ 5. Effects of an assignment on accessories	95
	Section 2. Contractual subrogation (article 1249 et seq. of the Luxembourg civil code)	96
	§ 1. Legal nature, conditions and enforceability of contractual subrogation	96
	§ 2. Contractual subrogation in an international context	97
	§ 3. Effects of a contractual subrogation on the accessories	98
	Section 3. Novation (articles 1271 <i>et seq</i> .	, 0
	of the Luxembourg civil code)	98
	§ 1. Legal nature, conditions and enforceability	
	of a novation under Luxembourg law	98
	§ 2. Novation in an international context	100
	§ 3. Effects of a novation on guarantees and security	
	interests	100
	Section 4. Sub-participation	101
Chapter III. G	AGES ET PROPRIÉTÉS À TITRE DE GARANTIE DANS LE CADRE	
	d'opérations financières transfrontières Michèle Grégoire	103
Introduction	1	103
Chapitre I.	Les sources normatives et leurs champs d'application	
	respectifs	105
	Section 1. La loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie	
	financière (la «loi du 5 août 2005»)	105
	Section 2. La directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres (la « directive Finalité »).	106
	Section 3. La directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière (la «directive Collateral»)	

	Section 4. Le règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles	
	(le «règlement Rome I»)	108
	Section 5. Le règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité (le «règlement n° 1346/2000»)	108
	Section 6. Le règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité (le «règlement n° 2015/848»)	110
	Section 7. Le règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (le « règlement n° 1215/2012 »)	110
	Section 8. La directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit (la « directive 2001/24 »)	111
	Section 9. La directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des défaillances des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la « directive 2014/59 »)	
Chapitre II.	Quatre positions, trois phases, sept tests et les lois principales dont ils induisent l'application	112
Conclusion		113
	LE BANQUIER FACE AUX PROCÉDURES D'INSOLVABILITÉ:  ASPECTS DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	115
	Steve JACOBY	113
Introduction		115
Chapitre I.	Principes généraux	118
•	Section 1. Questions de principes	
	Section 2. L'approche du droit luxembourgeois	

	Section 3. L'approche des textes d'harmonisation et de coordination	120
Chapitre II.	Uniformisation des règles au niveau international	121
	Section 1. Le règlement européen en matière	
	d'insolvabilité	121
	Section 2. Les dispositions sectorielles	123
	§ 1. Les directives portant sur les établissements de crédit	
	et les entreprises d'assurance	
	§ 2. La directive «redressement et résolution des banques».	
	Section 3. Les dispositions spécifiques à certaines matières	
	§ 1. Règles «finalité»	
	§ 2. Loi sur les garanties financières	
	Section 4. Les règles CNUDCI	126
Chapitre III.	Questions choisies	126
	Section 1. Capacité et représentation du client soumis	
	à une procédure d'insolvabilité	
	Section 2. Effets sur les droits de la banque face au client	131
	§ 1. Le principe de l'application de la lex concursus	
	§ 2. Exceptions	132
Conclusion		136
LE B	ANQUIER, LES HÉRITIERS ET LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	137
	Nicolas Thieltgen et Catherine Wagener	
Introduction		137
Chapitre I.	Les règles de droit international privé luxembourgeois	
	applicables aux successions internationales	138
	Section 1. Aperçu des règles de droit international privé	
	prévues dans le droit commun luxembourgeois.	138
	§ 1. Les instruments légaux applicables	138
	§ 2. Les règles de compétence juridictionnelle	
	§ 3. Les règles de conflit de lois	142
	Section 2. Aperçu des modifications introduites en droit	
	international privé par le règlement (UE) n° 650/2012	143
	§ 1. Le champ d'application du règlement	
	, =	

176 Anthemis

§ 2. Les règles de compétence juridictionnelle	146
§ 3. Les règles de conflit de lois	148
§ 4. Le certificat successoral européen	
Le banquier face à l'ouverture d'une succession	
internationale – Aspects pratiques	152
Section 1. Questions relatives à la nationalité ou	150
§ 2. La résidence en dehors du territoire luxembourgeois	153
Section 2. Questions relatives à la communication	
d'informations	155
§ 1. Les personnes pouvant prétendre à la communication	
d'informations	157
§ 2. Les informations pouvant faire l'objet	
d'une communication	159
Section 3. Les mineurs et incapables héritiers:	
raisonnement en termes de loi applicable	160
§ 1. Les mineurs	160
§ 2. Les majeurs incapables	161
Section 4. L'ordre public	162
§ 1. Observations préliminaires	162
§ 2. Les principes et les valeurs protégés par l'ordre public.	
e	166
	§ 3. Les règles de conflit de lois § 4. Le certificat successoral européen  Le banquier face à l'ouverture d'une succession internationale – Aspects pratiques  Section 1. Questions relatives à la nationalité ou à la résidence du défunt  § 1. La nationalité. § 2. La résidence en dehors du territoire luxembourgeois.  Section 2. Questions relatives à la communication d'informations  § 1. Les personnes pouvant prétendre à la communication d'informations  § 2. Les informations pouvant faire l'objet d'une communication.  Section 3. Les mineurs et incapables héritiers: raisonnement en termes de loi applicable.  § 1. Les mineurs. § 2. Les majeurs incapables.  Section 4. L'ordre public. § 1. Observations préliminaires.